

serait la lettre de démission. Pourquoi le député de Montréal-Mercier ne nous l'a-t-elle pas dit?

Tout le monde sait maintenant que c'est la façon dont le premier ministre les a rabroués et les a bien avertis qu'il ne voulait pas avoir une lettre en public d'une nature semblable. Mais aujourd'hui, monsieur le président, je pense que pour le Canada et pour le Québec, c'est plus important. Il y a quelque chose de plus important et de plus vital. Le ministre de l'habitation (M. Cosgrove) dit que les Canadiens souffrent, oui, c'est vrai, les Canadiens souffrent. Mais les Canadiens souffrent d'une philosophie économique qui ne colle pas aux objectifs qu'ils désirent, dont ils ont besoin. L'échec monumental de ce gouvernement a été prouvé il n'y a pas longtemps et quotidiennement nous en avons des preuves. Ces députés ont une responsabilité, monsieur le président. Jusqu'où suis-je encore capable de faire appel à leur fierté? Jusqu'où est-il possible de les implorer et de solliciter que les Canadiens méritent plus que le genre de proposition que leur fait le ministre des Finances? Les Canadiens méritent mieux qu'un premier ministre qui refuse de regarder ces gens qui souffrent et de sympathiser avec eux. Comment pourrais-je toucher le cœur de ces hommes et de ces femmes qui ne veulent absolument pas s'arrêter un moment pour défendre la nation canadienne, la nation québécoise plutôt que de défendre les intérêts partisans d'un parti politique qui ne cesse de conduire ce pays à la faillite? C'est là la question aujourd'hui. Et je suis un Québécois qui vient siéger ici.

On aura toujours la tendance de m'accuser de vouloir défendre le gouvernement du Québec; quand le gouvernement du Québec propose des mesures qui correspondraient à freiner l'épidémie des fermetures d'usines, je n'hésiterai pas à défendre un gouvernement qui ferait cela, monsieur le président.

• (1600)

Mais tant que l'on essaiera de justifier que cela dépend toujours des autres, lorsqu'on examine la piteuse performance de ce gouvernement, je n'hésiterai jamais, par devoir comme député, à condamner sévèrement ces gens qui refusent de respecter pour une part leur signature et d'autre part et pour les autres qui refusent de respecter la confiance que les électeurs leur ont manifestée il y a à peine deux ans. Et parmi ces députés du Québec, je suis le seul qui peut condamner ce gouvernement. Il y en a deux, trois douzaines de l'autre côté qui en ont envie, mais qui n'en ont pas le courage encore aujourd'hui. Ils ont peur de perdre leur siège; ils mériteront de le perdre parce qu'ils trahissent quotidiennement les intérêts de leurs propres électeurs et au moment où on se parle. Bien sûr, monsieur le président, ils se croient en possession de la vérité, mais je ne peux pas arriver à comprendre comment aveuglément ce soir, encore une fois, ils vont suivre le ministre des Finances ou leur premier ministre qui conduisent ce pays à la ruine. Ils le savent, ils sont gênés dans leur circonscription, et j'espère que leurs électeurs, si jamais il n'y en a pas suffisamment qui ont le courage de défendre fièrement les intérêts de leurs électeurs avant les intérêts d'un parti qui fait tant souffrir ce pays, les attendront et leur feront les observations qu'ils méritent durant la prochaine fin de semaine.

### *Les subsides*

Peut-être que ces gens pensent que nous prêchons encore dans le désert. Je les laisse penser ce qu'ils veulent, mais je ne pourrais négliger toutes les occasions qui me sont données pour rappeler aux électeurs canadiens, pour rappeler aux électeurs du Québec qu'il y a de ce côté-ci de cette Chambre des hommes qui pensent et qui croient que notre premier devoir c'est de répondre aux aspirations les plus chères d'une nation qui veut survivre et qui ne veut pas se faire condamner à la ruine et au désastre, comme c'est le cas avec ce gouvernement et cela depuis trop longtemps. Je pense, monsieur le président, que les Canadiens n'attendent que l'occasion qui pourrait leur être offerte dans un court laps de temps, nous l'espérons, pour sortir ce pays du marasme et pour redonner cet élément de fierté et ce goût de vivre à des milliers de gens qui sont découragés.

L'incertitude grandit dans tous les secteurs du pays actuellement, et au Québec ça ne fait pas défaut, c'est pis, monsieur le président, et c'est le résultat de la présence de 74 députés libéraux du Québec depuis 15 ans. Comment se fait-il que Montréal ait perdu son titre de métropole avec 74 députés libéraux, avec 22 députés libéraux sur 22 sur l'Île de Montréal et cinq ou six ministres? C'est le résultat de la piètre performance des gens qui sont en face de moi.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre! L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration a maintenant la parole.

**M. Rémi Bujold (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, il me fait plaisir de prendre part à ce débat aujourd'hui sur la motion qui a été présentée par l'opposition officielle. Hier, on remémorait ici dans cette Chambre le deuxième anniversaire de notre réélection au gouvernement. La journée d'aujourd'hui me rappelle la débâcle du parti progressiste conservateur de ce temps-là. En voyant aujourd'hui ceux qui ont parlé, en commençant par le chef de l'opposition (M. Clark), son collègue de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty) et dernièrement mon bon ami de Joliette (M. La Salle), je me suis dit que c'était encore la débâcle. Premièrement, leur motion est tirée directement d'une lettre que des collègues libéraux ont écrite. Leurs discours ont porté presque uniquement sur des citations de collègues libéraux à travers le pays, et tout ce que nous avons entendu concernait le parti libéral. C'est-à-dire, monsieur le président, que le parti de l'opposition officielle doit remercier la population canadienne de nous avoir reportés au pouvoir il y a deux ans, car il n'avait rien à dire. Ils prennent la peine d'inscrire au *Feuilleton* une motion de l'opposition officielle pour parler uniquement des libéraux. Est-ce qu'on a entendu au cours de cette journée des solutions valables? Est-ce qu'on a vu des propositions? Aucunement, monsieur le président! Et j'aurai l'occasion, au cours des minutes qui vont venir, de leur demander pourquoi ils n'ont pas agi dans certains domaines comme ils veulent laisser sous-entendre à la population qu'ils en sont capables. Il est évident, monsieur le président, que notre gouvernement, surtout le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, a pris et va prendre des mesures pour faire face à la situation économique que nous connaissons.